



# Manifeste des Peuples du Sud - Pour une Transition Énergétique Écosociale

*Appel aux dirigeants, aux institutions et à nos frères et sœurs*

Plus de deux ans après le déclenchement de la pandémie de COVID-19 — et maintenant parallèlement aux conséquences catastrophiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie — une “nouvelle normalité” est apparue. Ce nouveau statu quo mondial traduit une aggravation de diverses crises: sociale, économique, politique, écologique, bio-médical et géopolitique.

L'effondrement environnemental est proche. La vie quotidienne est devenue de plus en plus militarisée. L'accès à une bonne alimentation, à l'eau potable et à des soins de santé abordables est de plus en plus restreint. De plus en plus de gouvernements sont devenus autocratiques. Les riches sont devenus plus riches, les puissants plus puissants, et la technologie non réglementée n'a fait qu'accélérer ces tendances.

Les moteurs de ce statu quo injuste — capitalisme, patriarcat, colonialisme et divers fondamentalismes — aggravent la situation. Il est donc urgent de débattre et de mettre en œuvre de nouvelles visions de la transition et de la transformation écosociale qui soient justes du point de vue du genre, régénératrices et populaires, et qui soient à la fois locales et internationales.

Dans ce Manifeste des peuples du Sud - Pour une transition énergétique écosociale, nous soutenons que les problèmes du Sud global - géopolitique - sont différents de ceux du Nord global et des puissances émergentes telles que la Chine. Le déséquilibre des pouvoirs entre ces deux mondes persiste non seulement en raison de l'héritage colonial, mais aussi en raison d'un modèle énergétique néocolonial. Dans le contexte du changement climatique, de l'augmentation constante des besoins énergétiques et de la perte de biodiversité, les pôles capitalistes ont intensifié la pression pour extraire les richesses naturelles et s'appuyer sur la main-d'œuvre bon marché des pays de la périphérie. Non seulement le paradigme extractif bien connu est toujours en place, mais la dette écologique du Nord envers le Sud augmente.

Ce qui est nouveau, c'est que les "transitions énergétiques propres" du Nord ont accentué la pression sur le Sud pour qu'il cède du cobalt et du lithium pour la production de batteries de technologie supérieure, du bois de balsa pour les éoliennes, des terres pour les grands panneaux solaires et de nouvelles infrastructures pour les mégaprojets d'hydrogène. Cette décarbonisation des riches, fondée sur le marché et orientée vers l'exportation, repose sur une nouvelle phase de spoliation environnementale du Sud, qui affecte la vie de millions de femmes, d'hommes et d'enfants, sans parler de la vie non humaine. Les femmes, en particulier celles des milieux agraires, sont parmi les plus touchées. De cette manière, le Sud est redevenu une zone de sacrifice, un panier de ressources prétendument inépuisables pour les pays du Nord.

L'une des priorités du Nord global a été de sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales, en particulier pour les matières premières essentielles, et d'empêcher certains pays, comme la Chine, d'en monopoliser l'accès. Les ministres du commerce du G7, par exemple, ont récemment plaidé en faveur d'une chaîne d'approvisionnement responsable, durable et transparente pour les minéraux essentiels via la coopération internationale, la politique et les finances, y compris la facilitation du commerce des biens et services environnementaux par le biais de l'OMC. Le Nord global a fait pression pour conclure davantage d'accords commerciaux et d'investissement avec le Sud global afin de satisfaire ses besoins en ressources, en particulier celles qui font partie intégrante des "transitions énergétiques propres". Ces accords, conçus pour réduire les obstacles au commerce et aux investissements, protègent et renforcent le pouvoir et les droits des entreprises en soumettant les États à des poursuites judiciaires potentielles selon les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS). Le Nord global utilise ces accords pour contrôler la "transition énergétique propre" et créer un nouveau colonialisme.

Les gouvernements du Sud, quant à eux, sont tombés dans le piège de la dette, empruntant de l'argent pour construire des industries et une agriculture à grande échelle

pour approvisionner le Nord. Pour rembourser ces dettes, les gouvernements se sont sentis obligés d'extraire davantage de ressources du sol, créant ainsi un cercle vicieux d'inégalité. Aujourd'hui, l'impératif de se passer des combustibles fossiles sans réduction significative de la consommation dans le Nord n'a fait qu'accroître la pression pour une exploitation de ces ressources naturelles. En outre, alors qu'il poursuit ses propres transitions énergétiques, le Nord n'a accordé qu'un intérêt superficiel à sa responsabilité de s'acquitter de sa dette écologique historique et croissante envers le Sud.

Des changements mineurs dans la matrice énergétique ne suffisent pas. L'ensemble du système énergétique doit être transformé, de la production et de la distribution à la consommation et aux déchets. Il ne suffit pas de remplacer les voitures à combustion interne par des véhicules électriques, car c'est l'ensemble du modèle de transport qui doit changer, avec une réduction de la consommation d'énergie et la promotion d'options durables.

Ainsi, les relations doivent devenir plus équitables non seulement entre les pays du centre et de la périphérie, mais aussi à l'intérieur des pays entre l'élite et le public. Les élites corrompues du Sud ont également contribué à ce système injuste en profitant de l'extraction, en réprimant les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement et en perpétuant les inégalités économiques.

Plutôt que d'être uniquement technologiques, les solutions à ces crises imbriquées sont avant tout politiques.

En tant qu'activistes, intellectuels et organisations de différents pays du Sud, nous appelons les agents de changement de différentes parties du monde à s'engager dans une transition écosociale radicale, démocratique, juste du point de vue du genre, régénératrice et populaire qui transforme à la fois le secteur de l'énergie et les sphères industrielles et agricoles qui dépendent des intrants énergétiques à grande échelle. Selon les différents mouvements en faveur de la justice climatique, "la transition est inévitable, mais pas la justice".

Nous avons encore le temps d'entamer une transition juste et démocratique. Nous pouvons nous affranchir du système économique néolibéral dans une démarche qui préserve la vie, concilie justice sociale et justice environnementale, associe les valeurs égalitaires et démocratiques à une politique sociale holistique et résiliente, et rétablit l'équilibre écologique nécessaire à une planète saine. Mais pour cela, nous avons besoin de plus d'imagination politique et de visions utopiques d'une autre société qui soit socialement juste et qui respecte notre maison commune planétaire.

La transition énergétique doit s'inscrire dans une vision globale qui s'attaque aux inégalités radicales dans la distribution des ressources énergétiques et fait évoluer la démocratie énergétique. Elle doit mettre de côté les institutions à grande échelle — l'agriculture industrielle, les grandes entreprises du secteur de l'énergie — et privilégier les solutions fondées sur le marché. Elle doit renforcer la résilience de la société civile et des organisations sociales.

C'est pourquoi nous formulons les 8 demandes suivantes :

1. Nous alertons sur le fait qu'une transition énergétique menée par des mégaprojets d'entreprise, provenant du Nord et acceptée par de nombreux gouvernements du Sud, entraîne l'élargissement des zones de sacrifice dans tout le Sud, la persistance de l'héritage colonial, du patriarcat et du piège de la dette. L'énergie est un droit humain élémentaire et inaliénable, et la démocratie énergétique doit être notre objectif.
2. Nous appelons les peuples du Sud à rejeter les fausses solutions qui s'accompagnent de nouvelles formes de colonialisme énergétique, maintenant au nom d'une transition verte. Nous lançons un appel explicite à la poursuite de la coordination politique entre les peuples du Sud tout en poursuivant des alliances stratégiques avec des secteurs critiques du Nord.
3. Pour atténuer les ravages de la crise climatique et faire émerger une transition écosociale juste et populaire, nous exigeons le paiement de la dette écologique. Cela signifie, face à la responsabilité démesurée du Nord global dans la crise climatique et l'effondrement écologique, la mise en œuvre effective d'un système de compensation pour le Sud global. Ce système devrait inclure un transfert conséquent de fonds et de technologies appropriées, et devrait envisager l'annulation de la dette souveraine des pays du Sud. Nous soutenons les réparations pour les pertes et dommages subis par les peuples autochtones, les groupes vulnérables et les communautés locales à cause des mines, des grands barrages et des projets d'énergie sale.
4. Nous rejetons l'expansion de la frontière des hydrocarbures dans nos pays — par fracturation et les projets offshore — et répudions le discours hypocrite de l'Union européenne, qui a récemment déclaré que le gaz naturel et l'énergie nucléaire étaient des "énergies propres". Comme l'a déjà proposé l'Initiative Yasuni en Équateur en 2007 et comme le soutiennent aujourd'hui de nombreux secteurs sociaux et organisations, nous préconisons de laisser les combustibles fossiles sous terre et de créer les conditions sociales et de travail nécessaires à l'abandon de l'extractivisme et au passage à un avenir sans combustibles fossiles.
5. De même, nous rejetons le "colonialisme vert" qui se manifeste par l'accaparement de terres pour y installer des parcs solaires et éoliens, l'extraction sans discernement de minéraux essentiels et la promotion de "solutions" technologiques telles que l'hydrogène bleu ou gris. L'enfermement, l'exclusion, la violence, l'empiètement et le retranchement ont caractérisé les relations énergétiques Nord-Sud passées et actuelles et ne sont pas acceptables à l'ère des transitions écosociales.
6. Nous exigeons une véritable protection des défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme, en particulier des peuples autochtones et des femmes qui sont en première ligne pour résister à l'extractivisme.
7. L'élimination de la pauvreté énergétique dans les pays du Sud devrait figurer parmi nos objectifs fondamentaux — de même que la pauvreté énergétique de certaines parties du Nord — grâce à des projets d'énergie renouvelable alternatifs, décentralisés et équitablement distribués, qui sont détenus et exploités par les communautés elles-mêmes.

8. Nous dénonçons les accords commerciaux internationaux qui pénalisent les pays qui veulent freiner l'extraction des combustibles fossiles. Nous devons mettre fin à l'utilisation d'accords commerciaux et d'investissement contrôlés par des multinationales qui, en fin de compte, favorisent davantage l'extraction et renforcent une nouvelle forme de colonialisme.

Notre alternative écosociale est fondée sur d'innombrables luttes, stratégies, propositions et initiatives communautaires. Notre Manifeste s'inspire de l'expérience vécue et des perspectives critiques des peuples indigènes et autres communautés locales, des femmes et des jeunes du Sud. Il s'inspire des travaux réalisés sur les droits de la nature, buen vivir, vivir sabroso, sumac kawsay, ubuntu, swaraj, les biens communs, l'économie solidaire, l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, le post-extractivisme, le plurivers, l'autonomie et la souveraineté énergétique. Avant tout, nous appelons à une transition écosociale radicale, démocratique, populaire, juste du point de vue du genre, régénératrice et globale.

Dans la continuité du [Pacte Ecosocial et Interculturel du Sud](#), ce Manifeste propose une plateforme dynamique qui vous invite à rejoindre notre lutte commune pour la transformation en contribuant à la création de visions et de solutions collectives.

Nous vous invitons à approuver ce manifeste en le signant. [Signez ici](#)

[Español](#)

[Português](#)

[English](#)

[Deutsche](#)

[Türkçe](#)